

PROJET DE LOI PORTANT REFORME DES RETRAITES

Discussion du texte de la commission mixte paritaire

INTERVENTION DE MARISOL TOURAINE

MARDI 26 OCTOBRE

Mme la présidente. Dans la discussion générale, la parole est à Mme Marisol Touraine.

Mme Marisol Touraine. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, le moment est grave ; il est aussi chargé d'incompréhension et de colère. Jusqu'au bout, le Gouvernement aura préféré la stratégie de l'affrontement et de l'écrasement à la voie du rapprochement. Jusqu'au dernier instant vous aurez privilégié la confrontation à la négociation ou à la conciliation. Je comprends, monsieur le ministre, que, pour vous et votre Gouvernement, la fin de ce processus soit un moment heureux, tant ces dernières semaines auront pu être apparentées pour vous et votre majorité à une véritable descente aux enfers.

Tout cela pour quoi ? Pour une réforme de second ordre et de seconde zone, dont vous admettez qu'elle ne règle rien, qui n'est ni pérenne ni efficace. Vous l'avez vous-même reconnu puisque vous affirmez qu'il faudra tout reprendre dès 2013. Quel aveu que de dire qu'en réalité, tout ce que vous avez présenté comme l'aboutissement d'un processus inévitable, comme une réforme d'ampleur, est en réalité un fiasco. Contrairement à ce que soutenait le Président de la République, les Français savent bien, eux, qu'ils ne peuvent pas dormir sur leurs deux oreilles. Ils savent que leurs retraites ne sont pas assurées.

Rarement loi aura été votée dans d'aussi piètres conditions : quelle faillite ! Ce qui devait être la consécration d'une audace réformatrice s'est mué en naufrage démocratique. Vous avez d'ores et déjà perdu la bataille de l'opinion et c'est par millions que les Français sont descendus dans la rue pour dire qu'ils n'admettaient pas le reniement de l'engagement électoral de Nicolas Sarkozy de ne pas revenir sur le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à soixante ans.

Vous les avez méprisés, comme vous avez méprisé les organisations syndicales et les partis d'opposition. Vous avez refusé de négocier avec les syndicats, vous avez jugé superflu de dialoguer avec la gauche, notamment avec le Parti socialiste. Vous avez opposé aux manifestants le froid mépris de ceux qui se croient tout permis. Aujourd'hui, à quelques heures d'une septième journée de mobilisation, vous vous montrez encore et toujours sourds et aveugles aux mouvements de protestations qui traversent le pays.

Vous refusez d'entendre les Français et vous leur dites que c'est à l'Assemblée et au Sénat que les choses se passent. Mais qu'y avez-vous fait ?

À l'Assemblée, vous avez interrompu le débat démocratique ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.- Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous avez coupé la parole aux députés.

Au Sénat, vous avez imposé la procédure du vote unique, c'est-à-dire que, là encore, vous avez interrompu le processus démocratique. Pourquoi donc dire aux Français qu'ils ne doivent pas manifester puisqu'au sein même des deux assemblées vous avez fait en sorte que la parole ne soit ni libre ni complète ?

Franchement, monsieur le ministre, monsieur le président de la commission des affaires sociales, ce ne sont pas vos comptes d'apothicaire sur le nombre d'heures de débat, quelques dizaines, - je dis bien : quelques dizaines -, ou d'auditions qui permettront de donner aux Français le sentiment que cette réforme a été menée de manière démocratique.

Voilà la vérité : si à aucun moment vous n'avez trouvé les mots pour convaincre, c'est qu'il n'y avait pas de justification à l'injustifiable, pas de justification à votre réforme. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Chaque jour, vous nous présentiez une nouvelle argumentation. Vous nous avez d'abord dit qu'à un défi démographique il fallait répondre par des mesures démographiques ; sauf que la situation démographique était parfaitement connue en 2007 et que la donne n'a en rien changé par rapport à la loi de 2003. Il n'y avait donc aucune raison de mettre cette situation en avant.

Vous avez ensuite expliqué que ce qui comptait, c'était le courage de la vision, de la réforme. Nous étions alors en droit d'espérer qu'animé d'un tel courage, le Gouvernement concevrait une réforme garantissant les retraites jusqu'en 2030, 2040 voire 2050, puisque déjà la loi Fillon était censée tout régler jusqu'en 2020.

Quelle n'a pas été notre surprise de nous rendre compte que vous ne nous apportiez en fait rien de tout cela : l'horizon de votre réforme n'est même plus 2018, comme vous l'aviez soutenu jusqu'à il y a quelques jours, mais 2013 ; la vérité a éclaté.

Vous devriez dès lors avoir l'honnêteté d'avouer que vous avez fait le choix du court terme, de sauter par-dessus l'élection présidentielle et que votre message ne s'adresse pas aux Français et aux générations futures mais bien aux marchés de 2010, aux agences de notation et, peut-être l'espérez-vous, à vos électeurs.

Votre troisième argument ne portait plus sur la démographie - vous vous êtes montrés bien confus en la matière -, ni sur un nécessaire courage - on n'a guère vu où il se trouvait -, mais sur la crise, botte secrète du discours gouvernemental.

S'il y a la crise - ce que personne ne peut nier - pourquoi répondre par des mesures démographiques à un déséquilibre économique et financier ? Les Français le comprennent fort bien : votre raisonnement, auquel vous vouliez prêter la forme de l'évidence, manque en réalité de toute cohérence et résiste au bon sens.

Quel est le résultat de votre attitude ?

Vous êtes obligés de reconnaître qu'au fond vous n'avez rien réglé et qu'il faudra tout reprendre, remettre tout l'ouvrage sur le métier dès 2013. Le résultat de votre comportement : un pays meurtri, qui se sent bafoué, méprisé (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), qui rejette à plus de 70 % votre réforme et soutient au-delà de tout ce qui était prévu les mouvements de protestation et de grève, un pays chaque jour plus déterminé à vous dire sa colère.

Tout cela pour quoi ? Pour une réforme qui n'en est pas une, une réforme qui ne règle rien, une réforme dont l'injustice est le leitmotiv et peut-être, d'ailleurs, la raison d'être car, contrairement à ce que vous pensiez et affirmiez, il n'y avait pas, d'un côté, le camp des immobilistes et, de l'autre, celui des réformateurs. (« Si ! Si ! » sur les bancs du groupe UMP.) L'écrasante majorité des Français - presque 90 % - demandent une réforme, mais ils veulent qu'elle soit juste.

Où est la justice quand on fait reposer tout l'effort sur les salariés, alors que la crise nécessitait la mise à contribution des revenus du capital ?

Où est la justice quand on demande à ceux qui ont commencé à travailler jeunes de partir plus tard alors que, pour les autres, la réforme ne changera rien ?

Où est la justice quand on demande à des hommes et à des femmes aux parcours précaires, chaotiques, qui ne peuvent faire valoir une carrière complète, de travailler jusqu'à soixante-sept ans ?

Vous prétendez avoir entendu les demandes des Français et, par conséquent, avoir apporté des aménagements à votre texte. En réalité, votre réforme s'apparente à un vrai jeu de massacre. À propos des carrières longues, vous oubliez de dire aux Français que vous imposez à ceux qui ont commencé à travailler jeune, comme à tous les autres, de travailler deux ans de plus : celui qui a commencé à dix-huit ans devra cotiser quarante-quatre annuités avant de pouvoir s'arrêter.

Votre façon de traiter de la pénibilité est sans doute votre faute majeure qui témoigne de votre aveuglement à l'égard de ce que vivent de trop nombreux salariés au travail.

À cet égard, vous aviez, monsieur le ministre, l'occasion de faire une loi pour l'histoire, qui aurait créé un droit nouveau, qui aurait pris en compte les réalités sociales du moment. Vous avez préféré dégainer l'arme de l'invalidité ! Or l'invalidité, monsieur le ministre, ce n'est pas la pénibilité ! Cela est du reste si vrai que vous êtes revenus sur les dispositifs existants comme ceux des infirmiers et des infirmières.

Il paraît que votre dernière conquête, ce sont les femmes. À vous entendre, vous en seriez devenus les meilleurs défenseurs. Cependant la meilleure protection des femmes serait de lutter contre la précarité des emplois et les parcours chaotiques en maintenant l'âge de départ sans décote à soixante-cinq ans.

On ne défend pas les femmes en défendant les parents, pères comme mères, *a fortiori* lorsqu'on limite de manière arbitraire les garde-fous dont bénéficient les parents de trois enfants.

Cette somme d'injustices n'est même pas financée à l'horizon 2018.

Vous êtes passés maîtres dans l'art de la tuyauterie financière et dans celui de repasser le mistigri du déficit à d'autres, organismes paritaires en tête, au point que Mme Parisot qui, pourtant, vous soutient, s'est inquiétée de l'impact financier de la nécessaire indemnisation des chômeurs en fin de droits de plus de soixante ans.

Votre coup de maître incontesté restera néanmoins le siphonage du fonds de réserve des retraites. Je vous avoue que nous n'y avons même pas pensé : pomper des réserves destinées à assurer l'avenir pour combler des déficits de court terme, c'est inouï !

Que dites-vous aux jeunes générations qui s'inquiètent de l'avenir alors que le déséquilibre démographique atteindra son pic après 2025 ? Rien ou, plutôt, vous leur dites d'abord qu'on reprendra tout en 2013 et qu'ils verront bien alors à quelle sauce ils seront mangés, pour leur conseiller ensuite de souscrire une assurance privée - c'est logique puisque vous ne préparez pas l'avenir - incitant ainsi chaque jeune à se tourner vers la capitalisation. Vous pouviez éviter tout cela en acceptant de mettre à contribution les revenus du capital : vous l'avez refusé.

Une autre réforme reste possible. Les socialistes ont formulé des propositions que vous avez ignorées avant de les mépriser. C'est votre affaire, mais les Français les ont entendues et nous continuerons de les défendre.

Nous mettons en avant trois piliers.

Le premier est évidemment celui de l'emploi, singulièrement de l'emploi des seniors sans lequel le rétablissement des comptes reste une chimère et le relèvement de l'âge légal une escroquerie ; et je pèse mes mots. À cette fin, nous préconisons de mettre enfin en œuvre des mesures de bonne pratique inspirées des pays du nord de l'Europe ou du Canada.

Le second pilier est celui de l'équité dans l'effort, qui passe par la mise à contribution des revenus du capital et le maintien du fonds de réserve que nous proposons d'alimenter grâce à une surtaxe sur les bénéficiaires des banques et des institutions financières ainsi que par l'augmentation de 0,1 % des cotisations vieillesse pendant dix ans. On ne voit pas au nom de quelle logique, d'ailleurs, vous avez refusé cette proposition au motif qu'elle pénaliserait le pouvoir d'achat des Français, alors même que vous augmentez de près de trois points la cotisation des seuls fonctionnaires. Sans doute, comme il s'agit de fonctionnaires - dont vous gelez par ailleurs le revenu -, l'impact de votre réforme sur leur pouvoir d'achat ne vous préoccupe-t-il guère.

Le troisième pilier de notre projet touche aux mesures démographiques que nous n'esquivons pas. Le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite est la plus injuste puisqu'elle n'affecte que ceux qui ont commencé à travailler jeune. Pour nous, c'est un autre dispositif qu'il s'agit d'instaurer, dont la durée d'assurance serait le pivot et qui devrait varier selon les conditions de travail et le parcours professionnel. Il est juste de dire qu'une partie des Français devra travailler plus longtemps, mais c'est dans ce cadre que nous proposons aux jeunes salariés de surcotiser pour valider des années d'étude, que nous demandons aux entreprises de cotiser pour les stages de fin de cursus et que nous préconisons de prendre en compte la pénibilité des emplois.

Au terme de ce processus, monsieur le ministre, puisque vous représentez le Gouvernement, je tiens à vous faire part de notre colère, qui reflète celle des Français.

J'ai parlé de naufrage démocratique, mais vous serez comptable aussi d'une véritable faillite politique.

Vous avez tué la perspective d'une réforme apaisée et de progrès. Alors qu'il vous appartenait de redonner confiance dans l'avenir, vous avez tout sacrifié sur l'autel du court terme. Il était de votre responsabilité de garantir les retraites dans la durée ; vous renvoyez tout à 2013. Tandis que les Français doutent du progrès social, vous leur avez démontré que la roue de l'histoire avait cessé de tourner dans le bon sens pour eux.

Il est encore temps, temps d'ouvrir le dialogue, temps de négocier, temps d'écouter le message des Français. Puisque vous ne croyez pas en votre réforme au point d'en prévoir une autre dès 2013, puisque vous savez que votre texte, au fond, ne règle rien, faites donc preuve de courage et d'audace : acceptez le débat, un débat que les socialistes entendent en tout cas poursuivre. C'est leur rôle de parti d'opposition, leur devoir de parti de gouvernement. En effet nous n'acceptons pas qu'à cause de vous les Français renoncent à l'espoir d'une réforme juste, durable et financée. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur divers bancs du groupe GDR.)*